



RAPPORT D'ACTIVITÉ / PAGE 2

Aucun confinement pour la lutte sociale



INSTANTANÉS DE CONGRÈS / PAGE 3

La première journée en photos



PROGRAMME DU 9^e CONGRÈS PAGE 4

Le déroulé de la deuxième journée



ÉDITO

Enfin le congrès !

par PATRICK BAURET

Premier jour du congrès, les débats commencent et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'à la Filpac, la parole est libre. Pas de convention, ni de discours guindé, comme on dit chez nous : « *Les chevaux sont lâchés* » et les interprétations sur les luttes menées font partie des sujets qui fâchent. Non sur la justesse des luttes menées, mais sur le ressenti que des camarades peuvent avoir à propos de l'action de la direction fédérale. Les luttes que nous avons à mener, surtout quand elles sont longues, laissent des cicatrices parfois profondes au sein de notre organisation, comme si nous étions les uns et les autres responsables de choix de gestion d'une fermeture d'entreprise.

Le combat social est souvent âpre et nous nous rendons responsables de situations qui nous sont imposées par nos adversaires de classe. L'ennemi n'est pas dans nos rangs, surtout pas dans la salle du congrès, mais dans les salons dorés des salles des marchés. Mettons en avant ce qui nous rassemble plus que ce qui pourrait nous diviser et nous affaiblir. Fédérons les énergies pour faire face à la déferlante patronale et au tsunami libéral !

Il est un sujet qui fait consensus, c'est celui du pôle de formation fédérale, ces dernières années. Même ceux qui ne l'ont jamais sollicité en font les louanges, c'est dire l'excellence du travail original entrepris par Julien et les camarades. Le travail collectif mis au service des syndicats est bien plus efficace et pertinent que de longs discours.

Quel bonheur partagé de revenir à l'essentiel de notre syndicalisme, quel plaisir d'écouter ces témoignages de camarades, approuver les bienfaits de la formation syndicale...

Le bilan politique d'une partie de l'activité fédérale liée au développement de la formation syndicale, coche toutes les cases du positif. Que le débat soit animé, rien de plus normal après tant d'années de mandature. Qu'il soit vif pour les passionnés et engagés que nous sommes, il ne peut en être autrement. Mais respectons-nous, respectons notre organisation syndicale dans toutes ses valeurs et ses statuts. Vive le débat, vive le 9^e congrès de la Filpac, vive la CGT ! ●



QUELLE SÉCURITÉ SOCIALE POUR LE XXI^e SIÈCLE

LA SÉCURITÉ SOCIALE, UN BIEN COMMUN

Les attaques contre la solidarité nationale se multiplient, un phénomène qui ne date pas d'hier. La preuve avec la sécurité sociale

JÉRÉMIE DEMAY

Née sur les décombres de la Seconde Guerre mondiale, la sécurité sociale devait permettre à tous d'accéder aux soins. Une idée révolutionnaire et nécessaire car la santé est devenue un droit et une richesse nationale. En permettant à chaque citoyen de se soigner, c'est l'ensemble de la société qui se porte mieux. Bref, une vraie idée de la solidarité. « *Mais dès 1967, un virage à 180 degrés s'est opéré* » décrit Jean-François Ropert, président de l'institution de Retraite Arrco Alliance Pro. Que s'est-il passé cette année-là ? Le gouvernement Pompidou, ancien banquier chez Rothschild comme Emmanuel Macron d'ailleurs, veut augmenter la part patronale dans les organes de décision de la sécurité sociale. Baptisé Ordonnances Jeanneney, le projet impose la division du régime général en trois branches, mais surtout crée l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss), avec pouvoir de direction. Le patronat dispose de 50 % des voix dans les caisses primaires, contre 25 % auparavant... Un détail ? Absolument pas ! « *Nous sommes progressivement passés à plus d'individualisme* » d'après Jean-François Ropert. Ce n'est pas un hasard si, en 1976, Raymond Barre introduit les premiers remboursements de certains médicaments.

UN MÉCANISME QUI S'AMPLIFIE

Quand en 1985, Laurent Fabius, le Premier ministre et actuel président du Conseil constitutionnel, sort le Nouveau Code de la mutualité, il officialise l'ouverture de la couverture santé à la concurrence. Cette entrée ne fera qu'étendre l'influence du privé dans notre système de santé. En 1991, la loi de finances donne naissance à la contribution sociale généralisée.

De nouveaux déremboursements de médicaments sont institués en 1996 par Alain Juppé, pour réduire le fameux « trou de la sécu ». Plusieurs gouvernements continuent leur travail de sape de la solidarité en limitant de plus en plus le champ d'action de la sécurité sociale et en augmentant le périmètre d'intervention des mutuelles privées...

CHANGER LES MENTALITÉS

Ces réformes ont bénéficié d'une intoxication dans les mentalités citoyennes. Comment ? En laissant croire que ceux qui cotisent ne le font pas pour l'ensemble de la société – eux compris – mais pour quelques profiteurs qui plombent le système.

La sémantique dans les discours a bien aidé dans cette démarche. Ainsi, au lieu de parler de « contribution », le vocabulaire de nos responsables politiques a privilégié les « charges

sociales »... Un détail qui n'en est pas un. Puisque derrière, un synonyme de charge, c'est le poids... Bref, rien de très réjouissant mais qui infuse tranquillement l'idée chez les citoyens que « *la sécurité sociale n'est plus collective mais individuelle* » relève Jean-François Ropert.

Le système de la sécurité sociale repose avant tout sur la solidarité. Comme cette idée donnait des boutons aux financiers de tout poil, le vocabulaire a encore évolué. « L'assistanat » prend la place. Plus simple à comprendre, plus commode aussi pour pointer du doigt l'autre, qui forcément profite.

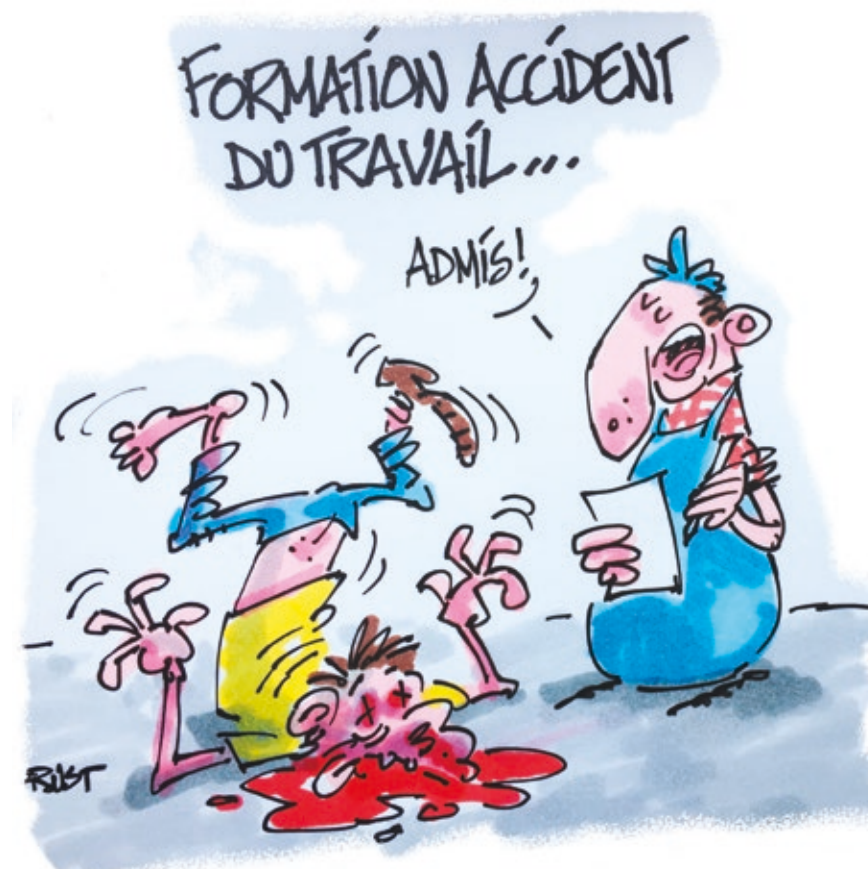
HARMONISER POUR MIEUX CASSER

Histoire de confirmer cette tendance, nos responsables politiques ne cessent d'évoquer le trou de la sécu. Les comptes sont déficitaires, notre système de soins aussi. C'est d'ailleurs sur ces constats que François Fillon révolutionne le système de santé public. D'abord, avec la loi Hôpital Patient Santé Territoire. Son principe, sur le papier, est simple : « harmoniser » l'offre de soins dans un secteur géographique. Dans la réalité, cette politique se traduit surtout par la fermeture d'hôpitaux de cam-

pagne au profit des établissements régionaux. Pour le financement des hôpitaux, terminé les enveloppes budgétaires annuelles. Place à la tarification à l'activité. Cette T2A conduit les CHU à des hospitalisations plus courtes pour augmenter le nombre de patients soignés, crée une concurrence entre eux, et surtout malmène les citoyens qui sont contraints aux hospitalisations de jour ou à domicile. Dans l'opinion, les messages sont passés pour laisser croire que les structures hospitalières sont mal gérées, contrairement à leurs homologues du privé. Mais les élus et gestionnaires oublient d'expliquer que cette comparaison ne tient pas la route, puisque les missions et les objectifs sont différents... Une tendance certaine se dégage : privatiser la santé publique, quoi qu'il en coûte ! Dans ce sens, en 2016, Manuel Valls rend les complémentaires santé obligatoires dans toutes les entreprises, et pour tous les salariés. Le prétexte avancé : garantir une couverture plus forte pour les remboursements des salariés. Ce que devrait faire la sécu... mais autant enrichir le privé, cela doit être plus rentable pour nos politiques. D'ailleurs, le déficit de la sécurité sociale atteignait en 2021 presque 25 milliards d'euros. Si nos élus le souhaitent, simplement en appliquant les lois, ils pourraient régler cette dette simplement en sanctionnant l'évasion fiscale qui atteint, chaque année, plus de 80 milliards d'euros. Ils auraient même de quoi reconstruire des hôpitaux, et mieux payer les personnels. Pourquoi pas... mieux s'occuper de nos aînés !

« *Le projet des politiques est un retour de l'État* » note Jean-François Ropert. Même s'il regrette que dans les faits, cela ne se traduit nulle part. Pendant le covid, les faiblesses de notre système de santé ont explosé au grand jour. La solidarité sur laquelle reposait l'idéal de l'après-guerre a laissé la place à la soif des financiers. La protection sociale est plus que jamais au centre des combats du XXI^e siècle. ●

Table ronde / débat :
QUELLE PROTECTION SOCIALE AU XXI^e SIÈCLE, LES COMPLÉMENTAIRES (mutuelle et IP quelle place pour le syndicalisme)
16 h 20.



Équipe de l'impac : Jérémie Demay, Anne Duviol, Myriam Guillemin, Pascal Lefebvre, Frédéric Joffre, Delphine Revol, Rust (illustrations), Pascal Auguste (photos) et le syndicat FILPAC CGT des imprimeries nantaises. Directeur de la publication : Patrick Bauret. Pôle communication filpaccgt 2022.



RENDEZ-VOUS DES LUTTES

Paris-Normandie et le tartuffe belge

Le quotidien *Paris-Normandie* change de main en 2020. Malgré les promesses de son repreneur, Rossel, devant le tribunal de commerce, l'imprimerie ferme. Un mensonge laissant dix-sept salariés sur le carreau. Retour sur cette duperie.

DELPHINE REVOL



En juin 2020, le tribunal de commerce de Rouen confirme la cession du journal *Paris-Normandie* à Rossel, groupe de presse belge à la tête notamment de *la Voix du Nord*, du *Soir* ou du *Courrier Picard*. C'est lui qui a remporté le bébé normand pour la modique somme de deux millions d'euros en capital (plus 2,8 millions d'euros en développement sur trois ans). Le titre, en difficulté financière depuis de nombreuses années avec 240 emplois en jeu, avait été placé en liquidation judiciaire en avril 2020, en plein confinement. Dans son dossier de candidature à la reprise, comme dans ceux des autres concurrents, Rossel prévoyait de conserver l'imprimerie, bien qu'au départ, ce n'ait été visiblement l'intention d'aucun d'entre eux. Les syndicats manifestent alors leur préférence pour l'offre de Rossel, groupe solide qui s'est montré plus rassurant, et les salariés suivent la tendance.

ORGANISATION DU TRAVAIL COMPLIQUÉE

Dès l'été 2020, le repreneur met en place une nouvelle organisation du travail du côté de l'imprimerie, dont le sort reste toutefois en sursis pour les prochaines années. Mais très vite, après la reprise, les conditions de travail se dégradent : « *Nous faisons parfois six nuits consécutives, on se remplaçait entre nous, bref la nouvelle organisation était très compliquée* », témoigne Christophe Mulot, délégué syndical Silpac-CGT à l'imprimerie. Puis la crise covid a enfoncé le clou : érosion des ventes, chute vertigineuse des publicités... « *Il y avait une évidence économique pour les nouveaux patrons : ça leur coûterait moins cher d'imprimer à Lille*. » Au printemps 2021, la direction décide donc de fermer l'imprimerie, qui compte alors dix-sept salariés. « *Ce fut le 5^e PSE depuis 2012* » rappelle au passage le délégué syndical.

La CGT, présente uniquement dans le collège employés et ouvriers de l'entreprise, tente de sauver les meubles, en vain : « *En plein covid, on ne pouvait pas faire de manifestation, il y avait des restrictions de déplacement, tout le monde était fatigué, y compris les élus, et en plus on n'était plus majoritaire au CSE* » raconte Christophe Mulot, qui regrette l'absence de soutien de la part du syndicat représentatif des journalistes.

“ Il y avait une évidence économique pour les nouveaux patrons : ça leur coûterait moins cher d'imprimer à Lille. ”

FOSSÉ ENTRE OUVRIERS ET JOURNALISTES

C'est aussi le sentiment partagé par des journalistes locaux de *Paris-Normandie*, non syndiqués, qui bénéficient de la communication syndicale du SNJ pendant le rachat de leur journal. Mais en locale, ils ont appris la fermeture de l'imprimerie quand la décision était déjà prise.

« *Les seuls contacts qu'on a eus avec nos collègues aux rotatives, c'est à la fermeture, quand le CSE a proposé aux journalistes d'aller récupérer des objets divers comme des livres et des CD dans les locaux à Saint-Étienne-du-Rouvray, juste avant que le site ne soit vidé* » regrette une journaliste qui confirme le fossé historiquement existant entre la rédaction de *Paris-Normandie* et les ouvriers de l'imprimerie. Côté effectif, les dix-sept salariés de l'imprimerie

vont être licenciés. « *Psychologiquement, tout le monde était à bout* » témoigne Christophe Mulot. Alors, après avoir recueilli le consentement de l'ensemble des salariés sur le site, l'équipe syndicale a préféré baisser les armes et négocier de bonnes conditions de départ pour chacun des ouvriers : « *Pour la première fois de ma vie syndicale, je me suis battu pour des chèques plutôt que pour l'emploi... Mais le combat était perdu d'avance*. » La Silpac a pu négocier une proposition individuelle pour chacun des dix-sept salariés, avec une enveloppe globale de 2,7 millions d'euros. Montant total qui aurait même, en CSE, fait grincer des dents de quelques autres syndicalistes catégoriels.

Dans son dernier tract syndical en avril 2021, les salariés de l'imprimerie indiquent à leurs camarades, en guise de conclusion : « *Le titre Paris-Normandie, avec ses emplois, lui, va et doit survivre et c'est primordial. Nous pensons aujourd'hui à tous les camarades, les salariés quel que soit leur statut, qui n'ont pas démérité pour que Paris-Normandie vive et souhaitons bonne chance à toutes et à tous. Nous confions l'impression à nos camarades de la Voix du Nord, qui nous le savons, feront en sorte que le titre sorte avec toute la qualité qu'il mérite*. » Un clap de fin fair-play. Si demain Rossel, après sa mise à mort de l'imprimerie, décide de s'attaquer à la rédaction ? D'après plusieurs sources, les journalistes locaux éprouvent un sentiment d'abandon de la part de certains syndicats. « *Depuis le rachat : plus de son, plus d'image !* »

Rossel mène régulièrement des plans sociaux dans ses titres français, et devient un expert en mauvaises histoires belges. ●

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Aucun confinement pour la lutte syndicale

RAPPORT D'ACTIVITÉ PRÉSENTÉ par Samira Cheurfi

LA RÉDACTION

Entre l'épidémie, les lois scélérates des gouvernements de Macron, et le massacre industriel commis par une économie mondialisée aveugle, les chantiers n'ont pas manqué pour la Filpac. Si la crise sanitaire a décalé ce rendez-vous important qu'est le congrès, la fédération ne s'est pas reposée. Loin de là. Les luttes contre les lois travail, l'atteinte aux droits à la retraite, les discriminations syndicales... « *La fédération a pu compter sur l'ensemble de ses syndicats qui se sont unis aux côtés des travailleurs pour lutter contre ces formes d'injustice* » se félicite Samira.

LA SOLIDARITÉ AUSSI

Parmi les dernières batailles emblématiques gagnées grâce à l'action de la Filpac-CGT, le redémarrage du site industriel de la Vallée de l'Aa et la dernière en date, celle de la papeterie de Chapelle Darblay, qui doit trouver son dénouement fin mai.

La solidarité se décline aussi, rappelle-t-elle, par une présence assidue auprès de victimes de discriminations syndicales ainsi que dans la formation, action devenue plus que nécessaire avec les évolutions législatives permanentes de ces dernières années.

C'est dans cet ordre d'idées qu'a été mise en place l'école des cadres militants de la

métallurgie, annoncée depuis le 7^e congrès, il y a onze ans. À ce titre, la fédération a ouvert la voie en allant chercher des fonds auprès des instances européennes avec le succès au rendez-vous. Une démarche qui permet non seulement de rapporter de l'argent dans les caisses de la fédération pour monter des projets d'ampleur, mais surtout de gagner en crédibilité devant les différents partenaires. Cependant, souligne Samira, du chemin reste à parcourir. Il faut continuer à trouver de nouveaux adhérents dans les secteurs où la fédération n'est pas encore bien représentée, les cadres, les employés et les journalistes, notamment.

La question de la syndicalisation des femmes prend également toute son importance au sein de la fédération : « *Grâce à sa politique volontariste, la Filpac prouve, enfin, sa volonté de féminiser notre organisation syndicale. Pour preuve, alors que nous restions plafonnés depuis des années à trois ou quatre militantes au CEN, ce n'est pas moins de seize candidates qui se présentent à la direction fédérale cette année !* » Samira clôt son discours par une pensée pour les peuples ukrainien et russe, « *qui souffrent de la folie d'un despote mégalomane et d'une communauté internationale plus sensible à la loi du marché qu'à la condition humaine* ». ●

Interventions

Querelle de chapelle

LA RÉDACTION

En ce premier jour de congrès, le sujet de Chapelle Darblay met le feu aux poudres... D'emblée, des « *Menteurs !* » ou « *C'est faux !* » se font entendre dans la salle, à l'évocation du sujet par Patrick Bauret, secrétaire général de la Filpac, en ouverture du congrès. Mais c'est surtout lors de la présentation du rapport d'activité par Samira Cheurfi que les langues se délient.

Les premières interventions au micro donnent le ton, occasion pour un représentant de l'activité portage d'Alsace d'évoquer « *l'affaiblissement de nos organisations* » et « *le manque d'implication de la Fédé* » au moment de la fermeture de l'imprimerie alsacienne, écorchant au passage le CEN, « *un lieu d'affrontement stérile* », selon lui.

Côté distribution, un délégué de la SAD de Presstalis s'émue d'une « *désunion* » de la Filpac avec sa base sur le terrain, notamment lors des auditions devant les sénateurs : « *Il faut des changements radicaux dans le fonctionnement collectif de la fédé*. »

Puis Cyril Briffaut, délégué syndical de Chapelle Darblay, dénonce les « *conneries* » qu'il dit avoir entendues au sujet de sa boîte : « *Jusqu'en novembre 2019, on a travaillé avec la fédé, puis après, on a continué de bosser avec ceux qui voulaient bosser, pour sauver notre boîte, et on a réussi !* »

Il tient à saluer « *le coup de main* » de Philippe Martinez, de la confédération et du SGLCE, insinuant un désengagement de la Filpac à la suite à l'intervention de la confédération dans ce dossier : « *Ce n'est pas possible de bosser comme ça, on nous a laissé crever !* »

Cette accusation, renforcée sans doute par la fatigue accumulée de ces huit mois de lutte, fait réagir Carlos Tunon, responsable du pôle papetier à la fédération : « *J'ai essayé de garder le contact avec la Chapelle, je n'ai jamais refusé de discuter avec ses représentants !* » Jean-Pierre Viaud, qui préside la séance, l'appuie : « *La fédération, c'est nous tous mes camarades ! Qu'on perde ou qu'on gagne, nous sommes tous responsables*. »

À noter que les questions écrites des délégués du SGLCE (*Syndicat général du livre et de la communication écrite*) sont toutes reportées aux débats d'aujourd'hui, à la demande de délégués apparemment pas prêts à débattre du rapport d'activité. ●

DIAGORIS

EXPERTISE

NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DE VOTRE ENGAGEMENT

Cabinet d'Expertise Comptable Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

MISSIONS D'ASSISTANCE EN VUE DE LA CONSULTATION SUR:

La Situation Économique et Financière

ARTICLE L2323-12 DU CODE DU TRAVAIL

La Politique Sociale, les Conditions de Travail et l'Emploi

ARTICLE L2323-15 DU CODE DU TRAVAIL

Les Orientations Stratégiques

ARTICLE L2323-10 DU CODE DU TRAVAIL

01 42 17 04 15 – contact@diagoris.fr
43 Rue de Rennes, 75006 Paris

DIAGORIS.FR

INSTANTANÉS DE CONGRÈS



RAPPORT D'OUVERTURE DE PATRICK BAURET, MORCEAUX CHOISIS

Dernière ouverture du congrès en tant que secrétaire général, par Patrick Bauret, qui achève son mandat.

LA RÉDACTION

Patrick pose le cadre de ce congrès « alors que la situation politique et sanitaire reste très inquiétante », au terme de deux ans de pandémie qui ont bouleversé plus que nos agendas. « Pendant que la direction fédérale et les syndicats de la fédération effectuaient le travail de terrain indispensable à la mise en œuvre de notre dernier document d'orientation, ils ont eu à subir les attaques sans fin du patronat contre nos conquits sociaux et à s'adapter à l'évolution permanente du monde du travail et au changement profond de nos champs professionnels. » La fédé a vu le nombre de ses adhérents baisser dans certains secteurs et leur répartition se modifier, « plus de 55% des adhérents de notre Filpac viennent du secteur du papier carton ». Une situation qui appelle une adaptation constante à la réalité du monde du travail et aux nouvelles générations. La conjoncture politique française ne nous est pas favorable, c'est

le moins qu'on puisse dire : « En stigmatisant les organisations syndicales, principalement la CGT, et en montant les travailleurs les uns contre les autres, le pouvoir en place n'a qu'un seul véritable but : supprimer toutes les protections des travailleurs, qui sont pour lui une entrave au développement du système capitaliste. En attaquant les salariés du public, les chômeurs, les retraités... Ceux qu'elle appelle les nantis, la droite macroniste continue son entreprise de déconstruction du droit du travail et organise l'intensification du chômage de masse et des emplois précaires. CDD, intérim, temps partiels, micros contrats, auto-entrepreneuriat... rien ne nous a été épargné. » Notre objectif, rappelle Patrick, reste l'arrêt de ce système devenu incontrôlable pour bâtir une société plus juste, plus solidaire, à la hauteur des défis que doit relever l'humanité, notamment en matière d'environnement. » Une humanité ravagée par la guerre, jusqu'à nos portes : « Pour vivre, le capitalisme a besoin des conflits et des guerres qu'il provoque un peu partout dans le monde. C'est aujourd'hui en Ukraine, au cœur même de l'Europe, qu'il a décidé de sévir.

Pour vivre, le capitalisme a besoin des conflits et des guerres qu'il provoque un peu partout dans le monde. C'est aujourd'hui en Ukraine, au cœur même de l'Europe, qu'il a décidé de sévir.

Cette guerre comme toutes les guerres marquent l'échec de la diplomatie et nous renvoie à une vision archaïque des relations entre les pays. Et, bien entendu, les seules victimes de cette guerre, à l'instar de toutes les guerres, ce sont les peuples. Les femmes et les hommes qui déjà souffrent de ce capitalisme féroce et imbécile. » Pour appréhender ces réalités complexes, nous sommes de plus en plus soumis à des médias « à la botte des milliardaires et du système capitaliste qui diffusent sans vergogne leurs idées nauséabondes, qui mettent nos démocraties en périls ». Bien difficile, dans ces conditions, de mener le combat, ce que la Filpac a pourtant accompli, donnant le meilleur d'elle-même : « Nos syndicats de la Filpac, poursuit Patrick, n'ont pas à rougir de leur mobilisation, même si les débats récurrents au sein de nos instances sur l'utilité de la grève et/ou d'arrêts de travail dans certains de nos secteurs d'activité, posent question sur notre capacité à nous rassembler dans le cadre d'action au niveau national. Même la participation aux manifestations a été remise en question pendant l'offensive de répression organisée par le pouvoir grâce aux lois

d'exceptions de l'état d'urgence. » Après avoir détaillé les actions emblématiques menées par la Filpac, Patrick insiste : « Notre projet syndical qui s'appuie sur « changer le travail pour changer la société » s'inscrit pleinement dans cette démarche de changement si nous voulons que les jeunes générations d'aujourd'hui et les suivantes puissent avoir un avenir. » ●



RUST REGARDE LE CONGRÈS



1 + 1 = 1

JÉRÉMIE DEMAY

Non, ce n'est pas une erreur arithmétique, mais la conséquence de la concentration des médias. Un groupe qui en avale un autre, cela n'en donne plus qu'un. Avec les conséquences sociales qui en découlent. Exemple avec le groupe Ebra, dans l'est de la France. Quand le Crédit mutuel prenait possession un à un de titres comme *l'Est Républicain*, *le Bien Public* ou *les Dernières nouvelles d'Alsace*, etc., il s'était engagé à conserver l'indépendance des journaux... Las, une belle promesse de politique puisque les responsables du groupe se sont empressés de « mutualiser » les pages. D'abord celles couvrant l'actualité de la France. Ebra a créé un bureau à Paris spécialement pour cette rubrique. C'est ce bureau qui, entre autres, interviewe les ministres et le chef de l'État quand ce dernier daigne causer avec le peuple de la province... Prochainement, les rubriques départementales devront aussi se mélanger entre journaux du même groupe... Le même processus touche également les commerciaux devant gérer des secteurs de plus en plus grands, étalés dans

plusieurs départements. Tant pis, si tous ne se ressemblent pas.

La relation avec les clients ? Les responsables du groupe Ebra ont d'autres chats à fouetter ! D'après nos informations, un autre projet serait dans les cartons. *Le Progrès du Jura* et *Lse Progrès de l'Ain* devraient se rapprocher encore plus... Jusqu'où ira cette fusion ? Impossible à dire, mais en mariant les pages départementales, l'actualité de Dole devra cohabiter dans la même rubrique avec Bourg-en-Bresse ! Une hérésie éditoriale, d'autant plus que l'info locale ne peut s'en sortir qu'en misant sur l'hyper local. À croire que pour le Crédit mutuel l'éditorial ne vaut rien par rapport à l'argent.

Il ne faut pas être dupe. Si la banque et les milliardaires se jettent sur la presse, ce n'est pas pour la défense de l'information ou pour le pluralisme des éditions. Pour eux, c'est juste une bonne affaire. En achetant des titres de presse, ils augmentent à la fois leur influence politique, économique et idéologique. Dans le même temps, ils acquièrent la tranquillité. Un journaliste du *Parisien* va-t-il enquêter sur les montages de LVMH pour contourner certains impôts ? La simple addition 1+1 = 1 devient, en fait, une multiplication sur le dos de la démocratie. ●

PROFESSIONNELS DE LA PRESSE, nous protégeons vos talents.

Retraite complémentaire Agirc-Arrco | Assurance de personnes
Congés spectacles | Accompagnement solidaire et social
Services aux professions

www.audiens.org

LE DÉROULÉ DE LA DEUXIÈME JOURNÉE

mardi

Mardi 5 avril 2022 8h>19h	
8h	Réunion du bureau du congrès
8H30	Rapport Commission des mandats et vote
9h10	Débat sur l'activité fédérale
10h20 ☕	Pause (20 mn)
10h40	Rapport CFC
11h	Rapport financier
11h20	Débat sur le rapport financier
11h50	Rendez-vous des luttes
12h45	Élection de la présidence 3 ^e séance
12h50 🍴	Repas
14h10	Réponse aux questions du débat
15h	Vote/Quitus à la direction sortante
15h15	Présentation du document d'orientation
15h35	ACAS, l'enjeu du tourisme social / ANCAV
15h50	Pause (20 mn)
16h10	Secours Populaire Français et du Livre
16h20	Thème 1 : CHANGER LE TRAVAIL POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ. Présentation et débats TABLE RONDE / Débat : QUELLE PROTECTION SOCIALE AU 21^e SIÈCLE, LES COMPLÉMENTAIRES (MUTUELLE ET IP QUELLE PLACE POUR LE SYNDICALISME)
18h50	Élection de la présidence 4 ^e séance
19h	Fin des débats / Ouverture du bar
20h30 🍴	Repas
20h45	Réunion des commissions : mandats et votes, document d'orientation, statuts, candidatures

Programme susceptible de modifications de dernière minute

Le centre de formation de référence pour les métiers des industries graphiques

Vous souhaitez étendre vos compétences dans le secteur des industries graphiques ?

Choisir Fcom Formation c'est la garantie d'être formé dans les règles de l'art pour être opérationnel immédiatement.

Avec 20 ans d'expérience dans le domaine des industries graphiques, nos équipes, dont 2 Meilleurs Ouvriers de France, dispensent des formations courtes ainsi que des formations qualifiantes sur l'ensemble de la France. Notre approche est autant pratique que théorique.

Nos formateurs utilisent des cas concrets issus de votre propre production pour illustrer les bonnes pratiques et optimiser le paramétrage de vos outils.

Listing des formations (non exhaustif)
Personnalisation de formation possible

- Colorimétrie et gestion de la couleur au prépresse
- Calibrages au prépresse
- Contrôle et modification des fichiers pdf
- Colorimétrie pour l'offset
- Mise en conformité des presses offset
- Maintenance des presses offset
- Rédaction de documents normalisés
- Mise en place d'un système de management de la qualité
- Normes ISO et standardisation
- Finition ...

Nos formations peuvent être prévues dans le cadre d'un **accompagnement** pour l'obtention des **certifications PSO** et/ou **PSD**.

www.fcomformation.fr

Une question ? Nous sommes à votre écoute ...
@contact@fcomformation.fr

Et Macron ! On n'en met pas de nos formes à coté !